

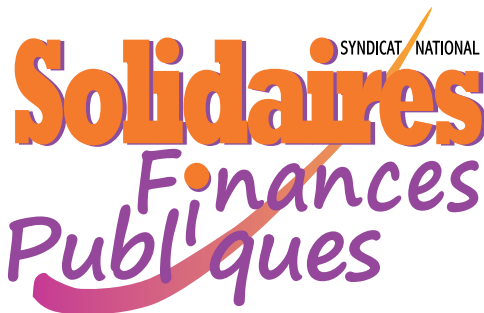
DU JAMAIS VU À LA DGFIP !

Amélie Verdier, Directrice Générale de la DGFIP a ce matin, au CSAR « emplois-budget », innové dans le mépris des représentantes et représentants du personnel. Nous avons en effet décidé de venir lire une déclaration liminaire intersyndicale et de ne pas siéger au vu de la thématique du CSAR et du dialogue social dégradé.

Nous voyant debout, elle nous a invité à nous asseoir par « respect mutuel pour ses équipes » et si tel n'était pas le cas, elle ne nous permettait pas de lire notre déclaration ! Du jamais vu à la DGFIP ! La période est décidément inédite ! Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP sommes donc partis !

Amélie Verdier aura beau s'ériger en arbitre des élégances, au regard de la situation des services et du mal-être des agentes et des agents et nonobstant le respect que nous portons aux équipes d'administration centrale, nous avons mieux à faire qu'à respecter les convenances.

Le mépris c'est de réussir l'exploit de ne pas respecter deux fois la même promesse sur les emplois, de continuer à tailler dans les budgets et de prendre des décisions unilatérales. S'offusquer de notre liberté de ton n'y changera rien. Notre légitimité réside dans la confiance que nous porte les personnels.



DÉCLARATION LIMINAIRE

Madame la Directrice générale,

Si nous sommes venus avant l'ouverture de ce CSAR « emplois-budget », ce n'est évidemment pas pour y siéger.

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes.

Elles sont inacceptables par des personnels épuisés, démotivés mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour, ici et dans les CSA locaux, pour simple information comme si la question de l'emploi était désormais devenu un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain peut être au nom de l'effort de guerre ?

Outre le ridicule d'un Gouvernement qui feint de s'interroger publiquement sur ce que font les différentes administrations, nous n'attendons pas grand-chose de positif des résultats d'une énième revue des dépenses dont les résul-

tats doivent être remis ces jours-ci. Si au moins celle-ci pouvait être enfin l'occasion de mettre en avant la diversité et la richesse des métiers de la DGFIP trop souvent réduite à la partie visible de ses attributions fiscales.

Si nous sommes venus aujourd'hui, c'est donc également pour vous exprimer notre colère :

- Colère face à une prétendue stabilité dont on sait désormais qu'elle n'est que la continuation de politiques publiques qui affaiblissent depuis des décennies le service public et continuent à être déroulées à la DGFIP contre les agents qui n'en peuvent plus.
- Colère face à une bien curieuse conception du dialogue social. Lors de votre prise de fonction il y a 1 an, vous nous aviez assuré de votre attachement à un dialogue social respectueux et constructif. Force est de constater que nous n'avons pas la même définition d'un dialogue social respectueux et constructif.

Est-ce respectueux et constructif que la présidente de la FSR méprise les représentantes et représentants de l'instance, leur coupe la parole et décide unilatéralement de ce qui doit être ou non discuté ?

Est-ce respectueux et constructif de refuser obstinément à cette instance, l'impulsion d'une stratégie nationale pour améliorer la politique de santé, de sécurité et des conditions de travail à la DGFIP et de prendre à la légère les trop nombreux suicides de nos collègues. ? Il n'est en particulier pas entendable que l'administration réfute d'emblée tout lien avec le travail, y compris lorsqu'un événement dramatique se déroule sur le lieu de travail

Est-ce respectueux et constructif quand nous apprenons sur Ulysse, à l'occasion de vos vœux, la mise en place du concours national à affectation locale suivi d'un groupe de travail vide d'informations ?

Est-ce respectueux et constructif d'imposer la fin des mouvements locaux pour les cadres A via une note fin janvier, alors que ce sujet n'était pas à l'ordre du jour du groupe de travail ni même des Lignes Directrices de Gestion qui ont été présentées en CSAR ?

Est-ce respectueux et constructif de ne répondre à aucune des interpellations des organisations syndicales ?

Est-ce respectueux et constructif de ne pas disposer avant son ouverture des éléments d'informations complémentaires qui vous ont été demandés à l'occasion de ce CSAR ?

Est-ce respectueux et constructif quand le Directeur Général Adjoint dénigre allègrement, dans toutes les directions locales où il se déplace, la communication des organisations syndicales ?

Est-ce enfin respectueux des personnels de multiplier les mesures restrictives de remboursement de frais de déplacement et notamment pour tout ce qui a trait aux actions de formation ou qui motive la remise en cause subreptice des équipes départementales de renfort ?

Non ! Le passage en force des réformes accentuant la dégradation des conditions de travail, impactant tant nos vies professionnelles et personnelles est inacceptable !

Si pour vous un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes dont vous avez la charge de nous informer, en faisant fi des impacts sur les agents et le service public, alors ce sera désormais sans nous !

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O.DGFIP, sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Ils méritent davantage de respect. Cela passe aussi par l'écoute de leurs représentants syndicaux et que les instances ne servent pas simplement à l'administration de considérer que la formalité du dialogue social est satisfaite.

Il vous arrive, Madame la Directrice Générale, de déplorer notre absence dans les instances dites de dialogue mais pour le dire comme La Rochefoucauld : « Il faut écouter ceux qui parlent si on veut en être écouté. »

Un proverbe français nous rappelle aussi qu'à l'approche de l'orage : « quand il tonne, il faut écouter tonner. »